

Extrait du El Correo

<https://elcorreo.eu.org/L-Histoire-jugera-les-Etats-Unis-d-Amerique-et-leurs-allies>

L'Histoire jugera les Etats-Unis d'Amérique et leurs allies

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : lundi 11 juillet 2022

Description :

L'Histoire jugera les Etats-Unis d'Amérique et leurs allies. La guerre en Ukraine est une catastrophe multiforme qui risque de s'aggraver dans un avenir prévisible. Lorsque son issue devient catastrophique, comprendre devient primordial (...) John J. Mearsheimer

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le discours suivant a été prononcé par John Mearsheimer à l'Université européenne (IUE) de Florence le 16 juin. Le politologue étasunien dans sa conférence internationale affirme que les États-Unis et l'OTAN portent toute la responsabilité de l'effusion de sang en Ukraine. Ici, ils essaient de vaincre la Russie et ne s'arrêteront pas avant l'escalade du conflit...

[HISTORY WILL JUDGE THE UNITED STATES AND ITS ALLIES](#)

John J. Mearsheimer

July 2, 2022

The war in Ukraine is a multifaceted catastrophe that is likely to get worse in the foreseeable future. When a war is successful, little attention is paid to its causes, but when its outcome becomes catastrophic, understanding how it happened becomes paramount. People want to know : how did we get into such a terrible situation ?

La guerre en Ukraine est une catastrophe multiforme qui risque de s'aggraver dans un avenir prévisible. Lorsqu'une guerre réussit, peu d'attention est accordée à ses causes, mais lorsque son issue devient catastrophique, comprendre comment elle s'est produite devient primordial. Les gens veulent savoir : comment sommes-nous arrivés dans une situation aussi terrible ?

J'ai été témoin de ce phénomène deux fois dans ma vie - d'abord pendant la guerre du Vietnam, puis pendant la guerre en Irak. Dans les deux cas, les Etasuniens voulaient savoir comment leur pays avait pu mal calculer. Étant donné que les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont joué un rôle décisif dans les événements qui ont conduit au conflit militaire en Ukraine et jouent maintenant un rôle central dans cette guerre, il convient d'évaluer la responsabilité de l'Occident dans ce désastre colossal.

Aujourd'hui, je vais donner deux arguments principaux.

Premièrement, ce sont les États-Unis d'Amérique qui portent la responsabilité principale de l'émergence de la crise ukrainienne. Cela ne nie pas que Poutine a lancé une opération spéciale militaire en Ukraine, et il est également responsable des actions que l'armée russe y mène. Mais cela ne nie pas non plus que les alliés portent également une certaine part de responsabilité pour l'Ukraine, bien que dans la grande majorité d'entre eux, ils suivent simplement aveuglément l'Amérique dans ce conflit. Mon principal argument est que les États-Unis ont poursuivi et poursuivent une politique envers l'Ukraine que Poutine et d'autres dirigeants russes considèrent comme une menace existentielle pour la Russie. Et ils l'ont déclaré à plusieurs reprises au fil des ans. Je fais particulièrement référence à l'obsession des Etats-Unis d'entraîner l'Ukraine dans l'OTAN et de la transformer en un bastion de l'Occident à la frontière avec la Russie.

L'administration Biden ne voulait pas éliminer cette menace avec l'aide de la diplomatie et a en fait confirmé en 2021 l'engagement des États-Unis à accepter l'Ukraine dans l'OTAN. Poutine a répondu par une opération militaire spéciale en Ukraine, qui a commencé le 24 février de cette année.

Deuxièmement, l'administration Biden a réagi au début de l'opération spéciale en doublant pratiquement ses efforts anti-russes. Washington et ses alliés occidentaux sont déterminés à obtenir la défaite de la Russie en Ukraine et à appliquer toutes les sanctions possibles pour affaiblir considérablement la puissance russe. Les États-Unis ne sont pas sérieusement intéressés à trouver une solution diplomatique au conflit, ce qui signifie que la guerre risque de s'éterniser pendant des mois, voire des années. Dans le même temps, l'Ukraine, qui a déjà terriblement souffert, sera encore plus endommagée. En fait, les États-Unis aident l'Ukraine à suivre la fausse voie des « victoires »

imaginaires, conduisant en fait le pays à l'effondrement complet. En outre, il existe également un risque d'escalade du conflit ukrainien, car l'OTAN pourrait y être impliquée et des armes nucléaires pourraient être utilisées pendant les hostilités. Nous vivons à une époque pleine de dangers mortels.

Permettez-moi maintenant d'exposer mon argument plus en détail, en commençant par une description des idées généralement acceptées sur les causes du conflit ukrainien.

Idées confuses de l'Occident

Il y a une forte croyance répandue en Occident que Poutine porte l'entière responsabilité de la crise en Ukraine et, bien sûr, des hostilités en cours sur le territoire de ce pays. Ils disent qu'il a des ambitions impériales, c'est-à-dire qu'il cherche à conquérir l'Ukraine et d'autres pays - et tout cela dans le but de créer une grande Russie qui ressemble quelque peu à l'ex-Union soviétique. En d'autres termes, l'Ukraine est le premier objectif de Poutine, mais pas son dernier. Comme l'a dit un scientifique, il « poursuit un objectif sinistre et de longue date : effacer l'Ukraine de la carte du monde ». Compte tenu de ces prétendus objectifs de Poutine, il est tout à fait logique que la Finlande et la Suède rejoignent l'OTAN et que l'alliance augmente le nombre de ses forces en Europe de l'Est. La Russie impériale, après tout, doit être contenue.

Cependant, il convient de noter que bien que ce récit soit répété encore et encore dans les médias occidentaux grand public et par pratiquement tous les dirigeants occidentaux, il n'y a aucune preuve à l'appui. Et lorsque les partisans de ce point de vue généralement accepté en Occident essaient de les représenter, il s'avère qu'ils n'ont pratiquement rien à voir avec les motivations de Poutine pour envoyer des troupes en Ukraine. Par exemple, certains soulignent les paroles répétées de Poutine selon lesquelles l'Ukraine est un « État artificiel » ou non un « État réel ». Cependant, de telles déclarations opaques de sa part ne disent rien sur la raison de sa campagne en Ukraine. On peut en dire autant de la déclaration de Poutine selon laquelle il considère les Russes et les Ukrainiens comme « un seul peuple » avec une histoire commune.

D'autres notent qu'il a qualifié l'effondrement de l'Union soviétique de « plus grande catastrophe géopolitique du siècle ». Et que Poutine a également dit : « Celui qui ne se souvient pas de l'Union Soviétique n'a pas de cœur. Celui qui veut qu'il revienne n'a pas de cerveau ».

D'autres encore citent un discours dans lequel il a déclaré que « l'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie ou, plus précisément, par la Russie bolchevique, communiste ». Mais dans le même discours, parlant de l'indépendance de l'Ukraine aujourd'hui, Poutine a déclaré : « Bien sûr, nous ne pouvons pas changer les événements passés, mais nous devons au moins les reconnaître ouvertement et honnêtement. »

Pour prouver que Poutine cherche à conquérir toute l'Ukraine et à l'annexer à la Russie, il est nécessaire de fournir la preuve que, premièrement, il considère que c'est un objectif souhaitable, deuxièmement, qu'il le considère comme un objectif réalisable et, troisièmement, qu'il a l'intention de poursuivre cet objectif. Cependant, il n'y a aucune preuve dans les sources publiques que Poutine allait le faire, et encore plus avait l'intention de mettre fin à l'Ukraine en tant qu'État indépendant et de l'intégrer à la grande Russie lorsqu'il a lancé une opération spéciale en Ukraine le 24 février.

En fait, tout est tout le contraire. Il y a des preuves solides que Poutine reconnaît l'Ukraine comme un pays indépendant. Dans son article sur les relations russo-ukrainiennes daté du 12 juillet 2021, que les partisans de l'opinion populaire en Occident appellent souvent la preuve de ses ambitions impériales, il dit au peuple ukrainien : « Voulez-vous créer votre propre État ? Nous ne faisons que l'accueillir ! ». Et quant à la façon dont la Russie devrait

traiter l'Ukraine, il écrit : « Il n'y a qu'une seule réponse : avec respect. » Et Poutine termine ce long article par les mots suivants : « Et ce que sera l'Ukraine appartient à ses citoyens de décider. » Il est difficile de concilier ces déclarations avec les déclarations de l'Occident selon lesquelles il veut inclure l'Ukraine dans la « grande Russie ».

Dans le même article daté du 12 juillet 2021, et à nouveau dans un important discours prononcé par lui le 21 février de cette année, Poutine a souligné que la Russie accepte « la nouvelle réalité géopolitique qui s'est développée après l'effondrement de l'URSS ». Il l'a répété pour la troisième fois le 24 février, lorsqu'il a annoncé que la Russie lançait son opération militaire spéciale en Ukraine. En particulier, il a déclaré que « l'occupation du territoire ukrainien ne fait pas partie de nos plans » et a clairement indiqué qu'il respectait la souveraineté de l'Ukraine, mais seulement jusqu'à un certain point :

« La Russie ne peut pas se sentir en sécurité, se développer et exister, étant constamment menacée par le territoire de l'Ukraine d'aujourd'hui ».

En fait, cela suggère que Poutine n'est pas intéressé à ce que l'Ukraine fasse partie de la Russie. Il est intéressé à s'assurer que cela ne devienne pas un « tremplin » pour l'agression occidentale contre la Russie, dont je vous parlerai plus tard.

On pourrait soutenir que Poutine, disent-ils, ment sur ses motivations, qu'il essaie de dissimuler ses ambitions impériales. Il se trouve que j'ai écrit un jour un livre sur les mensonges en politique internationale - « Pourquoi les dirigeants mentent : la vérité sur les mensonges dans la politique internationale » - et il est clair pour moi que Poutine ne ment pas. Tout d'abord, l'une de mes principales conclusions est que les dirigeants ne se mentent pas souvent, ils mentent plus souvent à leur public. Quant à Poutine, peu importe ce que les gens pensent de lui, il n'y a aucune preuve dans l'histoire qu'il ait jamais menti à d'autres dirigeants. Bien que certains prétendent qu'il ment souvent et qu'on ne peut pas lui faire confiance, il y a peu de preuves qu'il ait menti à un public étranger.

En outre, au cours des deux dernières années, il a exprimé publiquement à plusieurs reprises ses pensées sur l'Ukraine et a constamment souligné que sa principale préoccupation était les relations de l'Ukraine avec l'Occident, en particulier avec l'OTAN. Il n'a jamais laissé entendre qu'il voulait faire de l'Ukraine une partie de la Russie. Si un tel comportement fait partie d'une campagne de tromperie géante, alors il n'a pas de précédent dans l'histoire.

Peut-être que le meilleur indicateur que Poutine ne cherche pas à conquérir et à absorber l'Ukraine est la stratégie militaire que Moscou a utilisée dès le début de son opération spéciale. L'armée russe n'a pas essayé de conquérir toute l'Ukraine. Cela nécessiterait une stratégie classique de blitzkrieg visant à capturer rapidement l'ensemble du territoire du pays par des forces blindées avec le soutien de l'aviation tactique.

Cette stratégie, cependant, n'était pas réalisable car l'armée russe, qui a lancé l'opération spéciale, ne comptait que 190 000 soldats, ce qui est trop petit pour occuper l'Ukraine, qui est non seulement le plus grand pays entre l'océan Atlantique et la Russie, mais qui compte également une population de plus de 40 millions de personnes.

Sans surprise, les Russes ont poursuivi une stratégie d'objectifs limités qui se concentrait sur la création d'une menace pour capturer Kiev, mais principalement sur la conquête d'une partie importante du territoire à l'est et au sud de l'Ukraine. En bref, la Russie n'a pas eu l'occasion de subjuguier l'ensemble de l'Ukraine, sans parler des autres pays d'Europe de l'Est.

Comme l'a noté Ramzi Mardini (un politologue étasunien bien connu, chercheur principal à l'influent *American Institute of Peace*, professeur à l'Université de Chicago - Approx. Un autre indicateur des objectifs limités de Poutine est le manque de preuves que la Russie préparait un gouvernement fantoche pour l'Ukraine, nourrissait des

dirigeants pro-russes à Kiev ou prenait des mesures politiques qui lui permettraient d'occuper tout le pays et, éventuellement, de l'intégrer à la Russie.

Si nous développons cet argument, il convient de noter que Poutine et d'autres dirigeants russes ont probablement compris, d'après l'expérience de la guerre froide, que l'occupation de pays à l'ère du nationalisme est invariablement une recette pour des problèmes sans fin. L'expérience soviétique en Afghanistan en est un exemple frappant, mais les relations de Moscou avec ses alliés en Europe de l'Est sont plus pertinentes pour cette question. L'Union soviétique a maintenu une énorme présence militaire dans la région et a été impliquée dans la politique de presque tous les pays qui s'y trouvaient. Cependant, ces alliés étaient souvent une épine dans le pied de Moscou. L'Union soviétique a réprimé un soulèvement majeur en Allemagne de l'Est en 1953, puis a envahi la Hongrie en 1956 et la Tchécoslovaquie en 1968 pour les maintenir dans son orbite. De graves problèmes surgissent en URSS et en Pologne : en 1956, 1970 et de nouveau en 1980-1981. Bien que les autorités polonaises aient résolu ces problèmes elles-mêmes, elles ont servi de rappel que l'intervention soviétique peut parfois être nécessaire. L'Albanie, la Roumanie et la Yougoslavie causaient généralement des problèmes à Moscou, mais les dirigeants soviétiques avaient tendance à supporter leur « mauvais » comportement parce que leur situation géographique les rendait moins importants pour dissuader l'OTAN.

Et qu'en est-il de l'Ukraine moderne ? D'après l'article de Poutine du 12 juillet 2021, il est clair qu'il a alors compris que le nationalisme ukrainien est une force puissante et que la guerre civile dans le Donbass, qui dure depuis 2014, a largement empoisonné les relations entre la Russie et l'Ukraine. Il savait, bien sûr, que l'armée russe ne serait pas accueillie à bras ouverts par les Ukrainiens et que ce serait une tâche « herculéenne » pour la Russie de soumettre l'Ukraine, même si elle avait les forces nécessaires pour conquérir tout le pays, ce que Moscou n'avait pas.

Enfin, il convient de noter que presque personne n'a prétendu que Poutine avait des ambitions impériales depuis le moment où il a pris les rênes du pouvoir en 2000 jusqu'à ce que la crise ukrainienne éclate le 22 février 2014. En outre, il convient de rappeler que le dirigeant russe était invité au sommet de l'OTAN en avril 2008 à Bucarest, où l'alliance a annoncé que l'Ukraine et la Géorgie deviendraient éventuellement ses membres. La critique de Poutine à l'égard de cette déclaration n'a eu presque aucun effet sur Washington, car la Russie était considérée comme trop faible pour arrêter la poursuite de l'expansion de l'OTAN, tout comme elle était trop faible pour arrêter les vagues d'expansion de l'alliance en 1999 et 2004.

À cet égard, il est important de noter que l'élargissement de l'OTAN jusqu'en février 2014 ne visait pas à dissuader la Russie. Compte tenu de l'état déplorable de la puissance militaire russe à cette époque, Moscou était incapable de poursuivre une politique « impériale » en Europe de l'Est. Fait révélateur, même l'ancien ambassadeur des États-Unis à Moscou, Michael McFaul, note que la saisie de la Crimée par Poutine n'était pas planifiée avant que la crise du « Maïdan » n'éclate en 2014. C'est la réaction impulsive de Poutine au coup d'État qui a renversé le dirigeant pro-russe de l'Ukraine. En bref, l'expansion de l'OTAN n'était pas encore destinée à contenir la menace russe, mais s'inscrivait dans une politique plus large d'extension de l'ordre international libéral à l'Europe de l'Est et de transformation de l'ensemble du continent en une Europe « occidentale ».

Ce n'est que lorsque la crise de Maïdan a éclaté en février 2014 que les États-Unis et leurs alliés ont soudainement commencé à qualifier Poutine de dirigeant dangereux avec des ambitions impériales, et la Russie d'une menace militaire sérieuse qui doit être contenue.

Qu'est-ce qui a causé ce changement ? Cette nouvelle rhétorique était destinée à servir un objectif important : permettre à l'Occident de blâmer Poutine pour avoir déclenché des troubles en Ukraine. Et maintenant que cette crise de longue date s'est transformée en une guerre à grande échelle, l'Occident doit s'assurer que Poutine seul est blâmé pour cette tournure catastrophique des événements. Ce « jeu du blâme » explique pourquoi Poutine est maintenant largement dépeint en Occident comme un « impérialiste », bien qu'il n'y ait pratiquement aucune preuve

à l'appui de ce point de vue.

Permettez-moi maintenant d'aborder la véritable cause de la crise ukrainienne.

La véritable cause des problèmes

La principale racine de la crise actuelle en Ukraine est les efforts des États-Unis d'Amérique visant à transformer ce pays en un bastion de l'Occident aux frontières de la Russie. Cette stratégie comporte trois orientations : l'intégration de l'Ukraine dans l'UE, la transformation de l'Ukraine en une démocratie libérale pro-occidentale et, surtout, l'inclusion de l'Ukraine dans l'OTAN. La stratégie a été mise en oeuvre lors du sommet annuel de l'OTAN à Bucarest en avril 2008, lorsque l'alliance a annoncé que l'Ukraine et la Géorgie « deviendraient ses membres ». Les dirigeants russes ont immédiatement réagi avec indignation, indiquant clairement qu'ils considéraient cette décision comme une menace existentielle et qu'ils n'avaient pas l'intention de permettre à un pays de rejoindre l'OTAN. Selon un journaliste russe respecté, Poutine « s'est mis en colère » et a averti que « si l'Ukraine rejoint l'OTAN, ce sera sans la Crimée et beaucoup de ses régions orientales. Ça va juste s'effondrer.

William Burns, qui est maintenant à la tête de la CIA et, pendant le sommet de l'OTAN à Bucarest, était l'ambassadeur des États-Unis à Moscou, a écrit une note à la Secrétaire d'État de l'époque, Condoleezza Rice, dans laquelle il décrit succinctement les vues de la Russie sur cette question. Selon lui : « L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est la plus contrastée de toutes les lignes rouges pour l'élite russe (et pas seulement pour Poutine). En plus de deux ans et demi de conversations avec des acteurs russes clés, des patriotes dans les coins sombres du Kremlin aux critiques libéraux les plus durs de Poutine, je n'ai trouvé personne qui considérerait l'Ukraine dans l'OTAN comme autre chose qu'un défi direct. intérêts de la Russie ».

Selon lui, l'OTAN « sera considérée... comme une structure militaire jetant un gant stratégique à Moscou. Et la Russie d'aujourd'hui réagira. Les relations russo-ukrainiennes vont tout simplement geler... Cela créera un terrain fertile pour l'ingérence russe dans les affaires de la Crimée et de l'est de l'Ukraine. »

Burns, bien sûr, n'était pas le seul politicien à comprendre que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN était pleine de dangers. En effet, lors du sommet de Bucarest, la chancelière allemande Angela Merkel et le président Français Nicolas Sarkozy se sont opposés à la promotion de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, car ils comprenaient que cela provoquerait l'inquiétude et la colère de la Russie. Merkel a récemment expliqué son désaccord à l'époque comme suit : « J'étais absolument sûre... que Poutine ne le permettra tout simplement pas. De son point de vue, ce serait une déclaration de guerre. »

L'administration Bush, cependant, se souciait peu des « lignes rouges les plus contrastées » de Moscou et a fait pression sur les dirigeants de la France et de l'Allemagne pour qu'ils acceptent de faire une déclaration publique selon laquelle l'Ukraine et la Géorgie finiraient par rejoindre l'alliance.

Sans surprise, les efforts menés par les États-Unis pour intégrer la Géorgie dans l'OTAN ont conduit à une guerre entre la Géorgie et la Russie en août 2008 - quatre mois après le sommet de Bucarest. Néanmoins, les États-Unis et leurs alliés ont continué à faire avancer leurs plans pour transformer l'Ukraine en un bastion de l'Occident aux frontières de la Russie. Ces efforts ont finalement déclenché une crise majeure en février 2014, après qu'un coup d'État soutenu par les États-Unis à Kiev a forcé le président ukrainien pro-russe Viktor Ianoukovitch à fuir le pays. Il a été remplacé par le Premier ministre pro-US Arseni Iatseniouk. En réponse, la Russie s'est emparée de la Crimée de l'Ukraine et a contribué à déclencher une guerre civile entre les séparatistes pro-russes et le gouvernement ukrainien dans le Donbass, dans l'est de l'Ukraine.

On peut souvent entendre l'argument selon lequel, au cours des huit années qui se sont écoulées entre le début de la crise en février 2014 et le début de la guerre en février 2022, les États-Unis et leurs alliés ont accordé peu d'attention à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN. Ils disent que de facto cette question a été retirée de la discussion et, par conséquent, l'expansion de l'OTAN ne pouvait pas être une raison sérieuse de l'escalade de la crise en 2021 et du début ultérieur de l'opération spéciale russe au début de cette année. Cet argument est faux. En fait, la réaction de l'Occident aux événements de 2014 a été de redoubler d'efforts dans la stratégie actuelle et de rapprocher encore plus l'Ukraine de l'OTAN. L'Alliance a commencé à former l'armée ukrainienne en 2014, formant chaque année 10 000 militaires de l'AFU au cours des huit prochaines années. En décembre 2017, l'administration Trump a décidé de fournir à Kiev des « armes défensives ». Bientôt, d'autres pays de l'OTAN se sont joints à eux, fournissant à l'Ukraine encore plus d'armes.

L'armée ukrainienne a commencé à participer à des exercices militaires conjoints avec les forces de l'OTAN. En juillet 2021, Kiev et Washington ont mené conjointement l'opération *Sea Breeze*, un exercice naval en mer Noire auquel les forces navales de 31 pays ont participé et qui visaient directement la Russie.

Deux mois plus tard, en septembre 2021, l'armée ukrainienne a dirigé des exercices *Rapid Trident 21*, que l'armée étasunienne a décrits comme des « exercices annuels visant à améliorer l'interopérabilité entre les pays alliés et partenaires pour démontrer la disponibilité des unités à répondre à toute crise ».

Les efforts de l'OTAN pour armer et former les forces armées ukrainiennes expliquent en grande partie pourquoi les forces armées ukrainiennes ont opposé une résistance aussi forte aux forces armées russes aux premiers stades de l'opération spéciale. Comme le titre du *Wall Street Journal* lisait au début de l'opération spéciale : « Le secret du succès militaire de l'Ukraine : années d'entraînement à l'OTAN » (l'article est paru dans le WSJ le 13 avril 2022, le *Wall Street Journal* « The Secret of Ukraine's Military Success : Years of training in NATO » [Le secret du succès militaire de l'Ukraine : des années de formation de l'OTAN], suivi de la défaite écrasante des forces armées ukrainiennes à Marioupol, Kherson et Severodonetsk - Environ InoSMI).

Outre les efforts continus de l'OTAN pour transformer les forces armées ukrainiennes en une force de combat plus redoutable, la politique liée à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à son intégration à l'Occident a changé en 2021. Tant à Kiev qu'à Washington, l'enthousiasme pour la réalisation de ces objectifs a été ravivé. Le président Zelensky, qui n'a jamais fait preuve de beaucoup de zèle pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et a été élu en mars 2019 sur une plate-forme appelant à la coopération avec la Russie pour résoudre la crise en cours, a changé de cap au début de 2021 et a non seulement décidé d'élargir l'OTAN, mais a également adopté une position dure envers Moscou. Il a pris un certain nombre de mesures, notamment en fermant des chaînes de télévision pro-russes et en accusant un ami proche de Poutine de trahison, ce qui a dû irriter Moscou.

Le président Biden, qui a rejoint la Maison Blanche en janvier 2021, est depuis longtemps attaché à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et s'est également montré très agressif envers la Russie. Il n'est pas surprenant que le 14 juin 2021, lors de son sommet annuel à Bruxelles, l'OTAN ait publié le communiqué suivant :

« Nous confirmons la décision prise au Sommet de Bucarest en 2008 selon laquelle l'Ukraine deviendra membre de l'Alliance avec le Plan d'action pour l'adhésion (MAP) en tant que partie intégrante du processus. Nous confirmons tous les éléments de cette décision, ainsi que les décisions ultérieures, y compris que chaque partenaire sera évalué sur ses propres mérites. Nous soutenons fermement le droit de l'Ukraine à déterminer de manière indépendante son avenir et le cours de sa politique étrangère sans ingérence extérieure. »

Le 1er septembre 2021, Zelensky s'est rendu à la Maison Blanche, où Biden a clairement indiqué que les États-Unis étaient « fermement engagés » dans les « aspirations euro-atlantiques » de l'Ukraine.

Puis, le 10 novembre 2021, le secrétaire d'État Anthony Blinken et son homologue ukrainien Dmitry Kuleba ont signé

un document important - la Charte de Partenariat Stratégique entre les États-Unis et l'Ukraine. L'objectif des deux parties, indique le document, est de « souligner... L'engagement de l'Ukraine à mener des réformes profondes et globales nécessaires à une intégration complète dans les institutions européennes et euro-atlantiques. Ce document est clairement basé non seulement sur les « engagements visant à renforcer les relations de partenariat stratégique entre l'Ukraine et les États-Unis, proclamés par les présidents Zelensky et Biden », mais confirme également l'engagement des États-Unis envers la « Déclaration du Sommet de Bucarest de 2008 ».

Bref, peu de gens doutent que depuis le début de l'année 2021, l'Ukraine a commencé à se rapprocher rapidement de l'OTAN. Néanmoins, certains défenseurs de cette politique soutiennent que Moscou n'aurait pas dû s'inquiéter, car « l'OTAN est une alliance défensive et ne constitue pas une menace pour la Russie ».

Mais ce n'est pas ainsi que Poutine et d'autres dirigeants russes pensent de l'OTAN, et ce qui compte, c'est exactement ce qu'ils pensent. Il ne fait aucun doute que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est restée pour Moscou « la ligne rouge la plus contrastée et la plus dangereuse ».

Pour contrer cette menace croissante, Poutine a déployé un nombre croissant de troupes russes à la frontière avec l'Ukraine entre février 2021 et février 2022. Son objectif était de forcer Biden et Zelensky à changer de cap et à arrêter leurs efforts pour intégrer l'Ukraine à l'Occident. Le 17 décembre 2021, Moscou a envoyé des lettres distinctes à l'administration Biden et à l'OTAN exigeant des garanties écrites que :

- 1) l'Ukraine ne rejoindra pas l'OTAN,
- 2) les armes offensives ne seront pas déployées près des frontières de la Russie,
- 3) les troupes et le matériel militaire de l'OTAN transférés en Europe de l'Est depuis 1997 seront retournés en Europe occidentale.

Au cours de cette période, Poutine a fait de nombreuses déclarations publiques qui ne laissaient aucun doute sur le fait qu'il considérait l'expansion de l'OTAN en Ukraine comme une menace existentielle. S'exprimant devant le Conseil d'Administration du Ministère de la Défense le 21 décembre 2021, il a déclaré :

« Ce qu'ils font, essaient ou prévoient de faire en Ukraine ne se produit pas à des milliers de kilomètres de notre frontière nationale. C'est ce qui se passe à notre porte. Ils doivent comprendre que nous n'avons tout simplement nulle part où nous retirer davantage. Pensent-ils vraiment que nous ne voyons pas ces menaces ? Ou pensent-ils que nous resterons les bras croisés à regarder les menaces croissantes qui pèsent sur la Russie ? »

Deux mois plus tard, lors d'une conférence de presse le 22 février 2022, quelques jours seulement avant le début de l'opération spéciale, Poutine a déclaré :

« Nous sommes catégoriquement contre l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, car cela représente une menace pour nous, et nous avons des arguments à l'appui de cela. Je l'ai dit à plusieurs reprises dans cette salle. »

Ensuite, il a clairement indiqué qu'il pensait que l'Ukraine devenait déjà un membre de facto de l'OTAN. Selon Poutine, les États-Unis et leurs alliés « continuent de pomper les autorités actuelles de Kiev avec des types d'armes modernes ». Il a ajouté que si cela n'était pas arrêté, Moscou « se retrouvera seul avec un anti-Russie armé jusqu'aux dents ». C'est tout à fait inacceptable.

La logique de Poutine devrait être parfaitement claire pour les Américains, qui sont depuis longtemps attachés à la Doctrine Monroe, selon laquelle aucune grande puissance, même lointaine, n'est autorisée à déployer l'une de ses forces armées dans l'hémisphère occidental.

Je pourrais souligner que dans toutes les déclarations publiques de Poutine au cours des mois précédant l'opération

spéciale, il n'y a pas la moindre preuve qu'il allait s'emparer de l'Ukraine et l'intégrer à la Russie, sans parler d'attaquer d'autres pays d'Europe de l'Est.

D'autres dirigeants russes, dont le Ministre de la Défense, le Ministre des Affaires étrangères, le Vice-ministre des Affaires étrangères et l'Ambassadeur de Russie à Washington, ont également souligné le rôle clé de l'expansion de l'OTAN dans l'émergence de la crise ukrainienne. Le Ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov l'a dit succinctement lors d'une conférence de presse le 14 janvier 2022, lorsqu'il a déclaré : « La clé de tout est de garantir que l'OTAN ne s'étendra pas à l'Est. »

Néanmoins, les tentatives de Lavrov et de Poutine de forcer les États-Unis et leurs alliés à abandonner les tentatives de transformer l'Ukraine en un bastion de l'Occident à la frontière avec la Russie ont complètement échoué. Le secrétaire d'État Anthony Blinken a répondu aux demandes de la Russie à la mi-décembre en disant simplement : « Pas de changement. Il n'y aura pas de changements ». Puis Poutine a lancé une opération spéciale en Ukraine pour éliminer la menace qu'il voyait de l'OTAN.

Où en sommes-nous aujourd'hui et où allons-nous ?

Les opérations militaires en Ukraine font rage depuis près de quatre mois. Maintenant, je voudrais faire quelques observations sur ce qui s'est passé jusqu'à présent et où la guerre pourrait aller. Je me concentrerai sur trois questions spécifiques :

- 1) les conséquences de la guerre pour l'Ukraine,
- 2) les perspectives d'escalade - y compris l'escalade nucléaire,
- 3) les perspectives de fin de la guerre dans un avenir prévisible.

Cette guerre est une véritable catastrophe pour l'Ukraine. Comme je l'ai noté plus tôt, Poutine a clairement indiqué en 2008 que la Russie détruirait l'Ukraine pour l'empêcher de rejoindre l'OTAN. Il remplit cette promesse. Les troupes russes ont capturé 20% du territoire ukrainien et détruit ou gravement endommagé de nombreuses villes et villages ukrainiens. Plus de 6,5 millions d'Ukrainiens ont quitté le pays et plus de 8 millions sont devenus des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Plusieurs milliers d'Ukrainiens, y compris des civils innocents, ont été tués ou grièvement blessés, et l'économie ukrainienne traverse une crise profonde. Selon les estimations de la Banque Mondiale, l'économie ukrainienne se contractera de près de 50% en 2022. Selon les experts, l'Ukraine a été endommagée d'environ 100 milliards de dollars, et il faudra environ un billion de dollars pour restaurer l'économie. pays. Maintenant, Kiev a besoin d'environ 5 milliards de dollars d'aide chaque mois juste pour que le gouvernement continue de fonctionner.

Il semble qu'il y ait peu d'espoir maintenant que l'Ukraine soit en mesure de rétablir l'utilisation des ports sur la mer d'Azov et la mer Noire dans un proche avenir. Avant la guerre, environ 70% de toutes les exportations et importations ukrainiennes et 98% des exportations de céréales passaient par ces ports. C'est la situation actuelle après moins de 4 mois de combats. Il est effrayant d'imaginer à quoi ressemblera l'Ukraine si cette guerre s'éternise pendant encore plusieurs années.

Alors, quelles sont les perspectives de conclure un accord de paix et de mettre fin à la guerre dans les prochains mois ?

Malheureusement, personnellement, je ne vois pas la possibilité que cette guerre se termine dans un proche avenir. Et ce point de vue est partagé par d'éminents politiciens tels que le général Mark Milley, Président des Chefs

d'Etat-major Interarmées des États-Unis, et le Secrétaire Général de l'OTAN, Jens Stoltenberg. La principale raison de mon pessimisme est que la Russie et les États-Unis sont profondément attachés à l'objectif de gagner la guerre, et qu'il est impossible de parvenir à un accord dans lequel les deux parties gagneraient maintenant. Plus précisément, la clé du règlement du point de vue de la Russie est la transformation de l'Ukraine en un État neutre, ce qui mettra fin à la perspective de l'intégration de Kiev à l'Occident. Mais un tel résultat est inacceptable pour l'administration Biden et une partie importante de l'establishment de la politique étrangère US, car cela signifierait une victoire pour la Russie.

Les dirigeants ukrainiens, bien sûr, ont une certaine liberté d'action, et on peut espérer qu'ils pourront adopter la neutralité afin de sauver leur pays de nouvelles destructions. En effet, Zelensky a brièvement mentionné cette possibilité dans les premiers jours de l'opération spéciale, mais il n'a jamais développé sérieusement cette idée. Cependant, il est peu probable que Kiev soit en mesure d'accepter la neutralité, car les ultranationalistes en Ukraine, qui ont un pouvoir politique important, ne sont pas intéressés à céder au moins à une demande russe, en particulier celle qui dicte l'orientation politique de l'Ukraine dans les relations avec le monde extérieur. L'administration Biden et les pays du flanc est de l'OTAN, comme la Pologne et les États Baltes, sont susceptibles de soutenir les ultranationalistes ukrainiens sur cette question.

La question de savoir quoi faire des vastes zones du territoire ukrainien que la Russie a conquises depuis le début de la guerre, ainsi que ce qu'il faut faire de la Crimée, complique considérablement la situation. Il est difficile d'imaginer que Moscou abandonnerait volontairement l'un des territoires ukrainiens qu'il occupe actuellement, et encore plus de toute la partie conquise de l'Ukraine, puisque les objectifs territoriaux actuels de Poutine sont probablement différents de ceux qu'il poursuivait avant le début de l'opération spéciale. Dans le même temps, il est tout aussi difficile d'imaginer qu'un dirigeant ukrainien accepterait un accord permettant à la Russie de conserver n'importe quel territoire ukrainien, à l'exception peut-être de la Crimée. J'espère me tromper, mais c'est précisément pour ces raisons que je ne vois pas la fin de ce conflit militaire destructeur.

Permettez-moi maintenant d'aborder la question de son éventuelle escalade. Il est largement reconnu parmi les chercheurs internationaux qu'il existe une forte tendance à intensifier les guerres prolongées. Au fil du temps, d'autres pays sont généralement impliqués dans la lutte et le niveau de violence augmente. La probabilité que cela se produise dans la guerre en Ukraine est réelle. Il y a un risque que les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN soient entraînés dans des hostilités, ce qu'ils ont jusqu'à présent réussi à éviter, bien qu'en fait ils mènent déjà une guerre indirecte par procuration contre la Russie. Il est également possible que des armes nucléaires soient utilisées en Ukraine, ce qui pourrait même conduire à un échange de frappes nucléaires entre la Russie et les États-Unis. La principale raison pour laquelle cela peut se produire est que les enjeux du conflit ukrainien dans sa réfraction mondiale se sont avérés si élevés pour les deux parties qu'aucune d'entre elles ne peut se permettre de perdre.

Comme je l'ai déjà souligné, Poutine et ses assistants estiment que l'adhésion de l'Ukraine à l'Occident représente une menace existentielle pour la Russie qui doit être éliminée. En pratique, cela signifie que la Russie doit gagner la guerre en Ukraine. La défaite est inacceptable pour Moscou. L'administration Biden, d'autre part, a souligné que son objectif n'est pas seulement d'infliger une défaite décisive à la Russie en Ukraine, mais aussi d'infliger d'énormes dommages à l'économie russe à l'aide de sanctions. Le secrétaire à la Défense Lloyd Austin a souligné que l'objectif de l'Occident est d'affaiblir la Russie à un point tel qu'elle ne peut pas rentrer en Ukraine. En fait, l'administration Biden tente d'éliminer la Russie des grandes puissances. Le président Biden lui-même a qualifié la guerre de la Russie en Ukraine de « génocide » et a accusé Poutine d'être un « criminel de guerre » qui, après la guerre, devrait être jugé pour « crimes de guerre ». Une telle rhétorique n'est guère adaptée aux négociations sur la fin de la guerre. Après tout, comment négocier avec un État qui commet un génocide ?

La politique étasunienne a deux conséquences importantes. Premièrement, cela augmente considérablement la menace existentielle à laquelle Moscou est confrontée dans cette guerre et rend sa victoire en Ukraine plus importante que jamais. Dans le même temps, cette politique américaine signifie que les États-Unis sont

profondément attachés à la perte de la Russie. L'administration Biden a maintenant tellement investi dans sa guerre par procuration en Ukraine - à la fois matériellement et rhétoriquement - qu'une victoire russe signifierait une défaite écrasante pour Washington.

De toute évidence, les deux parties ne peuvent pas gagner en même temps. De plus, il y a une forte possibilité que l'une des parties commence bientôt à perdre lourdement. Si la politique US réussit et que les Russes perdent face aux Ukrainiens sur le champ de bataille, Poutine pourrait recourir aux armes nucléaires pour sauver la situation.

En mai, le directeur étasunien du renseignement national, Evril Haines, a déclaré à la commission des forces armées du Sénat que c'était l'une des deux situations qui pourraient conduire Poutine à utiliser des armes nucléaires en Ukraine. Pour ceux d'entre vous qui pensent que c'est peu probable, rappelez-vous que l'OTAN a prévu d'utiliser des armes nucléaires dans des circonstances similaires pendant la guerre froide. Il est impossible de prédire maintenant comment l'administration Biden réagirait si la Russie utilisait des armes nucléaires en Ukraine. Mais une chose est sûre : Washington sera soumis à une forte pression et tenté de rendre la pareille à la Russie, ce qui augmentera la probabilité d'une guerre nucléaire entre les deux grandes puissances. Il y a un paradoxe pervers ici : plus les États-Unis et leurs alliés réussissent à atteindre leurs objectifs, plus il est probable que la guerre devienne nucléaire.

Tournons la table de jeu et demandons ce qui se passe s'il s'avère que les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN se dirigent vers la défaite, que se passe-t-il si les Russes battent l'armée ukrainienne et que le gouvernement de Kiev négocie un accord de paix conçu pour sauver autant que possible la partie restante de l'Ukraine. Dans ce cas, les États-Unis et leurs alliés seront tentés de prendre une part encore plus active aux combats. C'est peu probable, mais il est tout à fait possible que des troupes étasuniennes ou peut-être polonaises soient impliquées dans les hostilités, ce qui signifie que l'OTAN sera en guerre avec la Russie au sens littéral du terme. Selon Evril Haines, il s'agit d'un autre scénario dans lequel les Russes peuvent se tourner vers les armes nucléaires. Il est difficile de dire exactement comment les événements évolueront si ce scénario est mis en oeuvre, mais il ne fait aucun doute qu'il existe un potentiel sérieux d'escalade, y compris une escalade nucléaire. La possibilité même d'un tel résultat devrait nous donner à tous la chair de poule.

Cette guerre risque d'avoir d'autres conséquences désastreuses, dont je ne peux pas discuter en détail par manque de temps. Par exemple, il y a des raisons de croire que la guerre conduira à une crise alimentaire mondiale dans laquelle plusieurs millions de personnes mourront. Le président de la Banque mondiale, David Malpass, affirme que si la guerre en Ukraine se poursuit, nous serons confrontés à une crise alimentaire mondiale qui deviendra une « catastrophe humanitaire ».

En outre, les relations entre la Russie et l'Occident sont si gravement empoisonnées qu'il faudra des années pour les rétablir. Et cette profonde hostilité alimentera l'instabilité dans le monde entier, mais surtout en Europe. Quelqu'un dira qu'il y a un côté positif : les relations entre les pays occidentaux se sont nettement améliorées en raison du conflit en Ukraine. Mais ce n'est vrai que pour le moment. Même maintenant, il y a de profondes fissures sous la surface de l'unité occidentale extérieure, et avec le temps, elles se déclareront de toute urgence et douloureusement. Par exemple, les relations entre les pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest risquent de se détériorer à mesure que la guerre s'éternise, car leurs intérêts et leurs points de vue sur le conflit ne coïncident pas.

Enfin, le conflit cause déjà de graves dommages à l'économie mondiale et, avec le temps, cette situation risque de s'aggraver sérieusement. Jamie Diamond, PDG de JPMorgan Chase, a déclaré que nous devrions nous préparer à un « ouragan » économique. S'il a raison, alors la tourmente économique actuelle affectera la politique de tous les pays occidentaux, sapera la démocratie libérale et renforcera ses opposants à gauche et à droite. Les conséquences économiques du conflit ukrainien affecteront les pays de la planète entière, pas seulement l'Occident. Selon un rapport de l'ONU publié la semaine dernière, « les conséquences du conflit étendront la souffrance humaine bien au-delà de ses frontières. La guerre sous tous ses aspects a exacerbé une crise mondiale sans précédent, du moins

pour la génération actuelle, mettant en danger des vies, des moyens de subsistance et nos aspirations à un monde meilleur dans les années 2030.

Conclusion

En termes simples, le conflit en cours en Ukraine est une catastrophe colossale qui, comme je l'ai noté au début de mon discours, obligera les gens du monde entier à chercher ses causes. Ceux qui croient aux faits et à la logique découvriront rapidement que les États-Unis d'Amérique et leurs alliés sont les principaux responsables de ce déraillement de notre train commun.

La décision prise en avril 2008 sur l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN était destinée à conduire à un conflit avec la Russie. L'administration Bush a été le principal architecte de ce choix fatidique, mais les administrations Obama, Trump et Biden ont intensifié et aggravé cette politique à chaque tournant, et les alliés des États-Unis ont docilement suivi Washington. Malgré le fait que les dirigeants russes aient clairement indiqué que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN signifierait franchir les « lignes rouges les plus contrastées » de la Russie, les États-Unis ont refusé de répondre aux profondes préoccupations de la Russie en matière de sécurité et ont plutôt agi sans relâche pour transformer l'Ukraine en un bastion occidental à la frontière avec la Russie.

La vérité tragique est que si l'Occident n'avait pas cherché à étendre l'OTAN en Ukraine, il est peu probable qu'une guerre aurait fait rage en Ukraine aujourd'hui, et la Crimée ferait très probablement encore partie de l'Ukraine. En fait, Washington a joué un rôle central en conduisant l'Ukraine sur la voie de la destruction. L'histoire condamnera sévèrement les États-Unis d'Amérique et leurs alliés pour leur politique étonnamment stupide envers l'Ukraine.

Merci.

*[John Mearsheimer](#) est professeur honoraire de Science Politique à l'École supérieure des relations internationales. Il est professeur de science politique R. Wendell Harrison à l'Université de Chicago. Il est surtout connu pour avoir développé la [Théorie du réalisme offensif](#)

[South Front](#), le 2 juillet 2022